

**Formulaire en vue de l’enregistrement des entités d’audit de pays tiers conformément (1) à l’article 45 de la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés, (2) aux articles 7 et 8 de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d’entreprises et (3) aux dispositions reprises dans l’arrêté royal du 27 novembre 2022 relatif à l’enregistrement des contrôleurs et entités d’audit de pays tiers dans le registre public des réviseurs d’entreprises et à la supervision publique, au contrôle de qualité et à la surveillance des contrôleurs et entités d’audit de pays tiers.**

|  |
| --- |
| **Introduction de la demande d’enregistrement**  |

**Date de la demande d’enregistrement:**

|  |
| --- |
| 1. **Nom et coordonnées du demandeur**
 |

* 1. Veuillez saisir le nom complet de l’entité demanderesse. Ce formulaire désigne l’entité d’audit d’un pays tiers comme « demandeur » :
	2. Forme juridique du demandeur :
	3. Pays d’origine du demandeur :
	4. Rue (siège social):
	5. Ville (siège social):
	6. Code postal (siège social):
	7. Numéro d’entreprise :
	8. Numéro de téléphone, avec les codes indicatifs internationaux et régionaux :
	9. Courriel :
	10. Adresse du site internet :
	11. Date et numéro d’enregistrement en tant qu’entité d’audit dans le pays d’origine :
	12. Dénomination et coordonnées des autorités compétentes du pays tiers où l’entité est enregistrée :

**Personne de contact principale pour cet enregistrement**

* 1. Nom de la personne de contact principale:
	2. Prénom de la personne de contact principale:
	3. Rue:
	4. Ville:
	5. Code postal:
	6. Numéro de téléphone, avec les codes indicatifs internationaux et régionaux :
	7. Courriel :
	8. Le premier interlocuteur est-il digne de confiance (transmettre la preuve « d’honorabilité ») ?

**Autres établissements**

* 1. Y a-t-il d’autres établissements du demandeur, distincts du siège social, qui sont ou seront responsables de l’émission des rapports d’audit concernant les clients d’audit visés au point 7 ?

Oui [ ]

Non [ ]

* 1. Veuillez joindre une liste des coordonnées de tous les bureaux qui sont ou seront responsables de l’émission des rapports d’audit concernant les clients d’audit visés au point 7.0 (en utilisant le *Formulaire B-1 – Etablissements* prévu à cet effet).

|  |
| --- |
| 1. **Appartenance à un réseau**
 |

* 1. Le demandeur appartient-t-il à un réseau (voir art. 3, 8° de la loi du 7 décembre 2016)?

Oui [ ]

Non [ ]  (*si non, veuillez avancer au point 4. Autres enregistrements*)

* 1. Nom du réseau :
	2. Veuillez joindre en annexe une description de ce réseau avec au moins la structure juridique et d’organisation, une liste des noms et coordonnées de tous les membres de ce réseau et de toutes les entreprises affiliées du demandeur.

|  |
| --- |
| 1. **Enregistrement en tant qu’entité d’audit en dehors de l’Union européenne ou de l’Espace économique européen**
 |

* 1. Le demandeur est-il enregistré en tant qu’entité d’audit dans un pays hors de l’UE ou de l’EEE?

Oui [ ]  (transmettre la preuve d’enregistrement)

Non [ ]

Veuillez préciser en annexe quels sont ces enregistrements (en utilisant le *Formulaire B-2 – Autres enregistrements hors de l’UE ou de l’EEE*prévu à cet effet).

* 1. Une demande d’enregistrement a-t-elle déjà été rejetée ou un enregistrement retiré dans une juridiction hors de l’UE ou de l’EEE ?

Oui [ ]

Non [ ]

Veuillez préciser - le cas échéant - quelles sont ces demandes d’enregistrement rejetées ou enregistrements retirés (en utilisant le *Formulaire B-2 – Autres enregistrements hors de l’UE ou de l’EEE*prévu à cet effet).

|  |
| --- |
| 1. **Autres enregistrements en tant que cabinet ou entité d’audit de pays tiers dans un autre Etat membre de l’Union européenne ou de l’Espace économique européen**
 |

* 1. Le demandeur est-il enregistré dans un autre Etat membre de l’Union européenne ou de l’EEE en tant que cabinet ou entité d’audit de pays tiers ?

Oui [ ]  (transmettre la preuve d’enregistrement)

Non [ ]

Veuillez préciser - le cas échéant - quels sont ces enregistrements (en utilisant le *Formulaire B-3 – Autres enregistrements dans l’UE ou l’EEE*prévu à cet effet).

* 1. Existe-t-il des demandes d’enregistrement en attente dans d’autres Etats membres de l’Union européenne ou de l’EEE en tant que cabinet ou entité d’audit de pays tiers ?

Oui [ ]

Non [ ]

Veuillez préciser - le cas échéant - quels sont ces enregistrements en attente (en utilisant le *Formulaire B-3 – Autres enregistrements dans l’UE ou l’EEE*prévu à cet effet).

|  |
| --- |
| 1. **Système de contrôle de qualité interne**
 |

5.1 Veuillez joindre en annexe une description du système de contrôle de qualité interne de l’entité d’audit.

|  |
| --- |
| 1. **Contrôle de qualité externe**
 |

* 1. Le demandeur a-t-il fait l’objet d’un contrôle de qualité externe?

Oui [ ]

Non [ ]  (*si non, veuillez avancer au point 7*)

* 1. Nom de l’autorité compétente responsable pour le contrôle de qualité externe:

Adresse de l’autorité compétente:

* 1. Rue :
	2. Ville :
	3. Code postal :
	4. Pays :
	5. Numéro de téléphone, avec les codes indicatifs internationaux et régionaux :
	6. Veuillez indiquer la date du dernier contrôle de qualité externe :
	7. Veuillez joindre en annexe les informations relatives aux résultats du contrôle de qualité externe.

|  |
| --- |
| 1. **Clients d’audit concernés dans le cadre de l’article 45 (1) de la directive et de l’article 10, § 3 de la loi du 7 décembre 2016**
 |

* 1. Veuillez établir la liste de tous les clients d’audit concernés ; utilisez à cette fin le *formulaire B-4 – Informations sur les clients*en annexe. Cette liste doit être complétée de manière exhaustive.

|  |
| --- |
| 1. **Normes d’audit et règles d’indépendance**
 |

* 1. Veuillez préciser les normes d’audit qui seront appliquées par le demandeur lors des missions d’audit des sociétés visées à l’article 10, § 3 de la loi du 7 décembre 2016 et listées au point 7.
	2. Veuillez indiquer les règles d’indépendance qui seront suivies par le demandeur lors des missions d’audit des sociétés visées à l’article 10, § 3 de la loi du 7 décembre 2016 et listées au point 7.

|  |
| --- |
| 1. **Organe d’administration et de direction**
 |

* 1. Veuillez indiquer les noms, coordonnées et informations concernant la qualification de **chaque membre** de l’organe d’administration et/ou de direction (en utilisant le *Formulaire B-5 – Organe d’administration et de direction* prévu à cet effet).
	2. Est-ce que **tous** les membres de l’organe d’administration ou de direction de l’entité d’audit de pays tiers, ainsi que le(s) contrôleur(s) de pays tiers qui procède(nt) au contrôle légal des comptes au nom de l’entité d’audit de pays tiers, répondent à des exigences équivalentes aux exigences en matière d’honorabilité, visées à l’article 5, § 1er, 2°, de la loi ? *(conformément à l’art. 11, 1° de l’AR relatif à l’enregistrement des contrôleurs et entités d’audit de pays tiers dans le registre public des réviseurs d’entreprises).*

Oui [ ]  *(transmettre l’attestation délivrée par les autorités compétentes du pays tiers concernant le respect des conditions visées à l’article 11, 1° de l’AR relatif à l’enregistrement ou déclaration sur honneur de l’entité d’audit)*

Non [ ]

* 1. Est-ce que **la majorité** des membres de l’organe d’administration ou de direction de l’entité d’audit de pays tiers, ainsi que le(s) contrôleur(s) de pays tiers qui procède(nt) au contrôle légal des comptes au nom de l’entité d’audit de pays tiers, répond à des exigences équivalentes aux exigences en matière :

*a) de formation, visées à l’article 5, § 1er, 3°, de la loi du 7 décembre 2016;*

*b) d’examen d’aptitude, visées à l’article 5, § 1er, 4°, de la loi du 7 décembre 2016;*

*c) d’examens de stage, visées aux articles 28 et 29 de l’arrêté royal du 17 août 2018 relatif à l’accès à la profession de réviseur d’entreprises ;*

*d) de stage, visées à l’article 5, § 1er, 4°, de la loi du 7 décembre 2016 ;*

*e) d’indépendance et d’objectivité, en ce compris tous les éléments mentionnés aux articles 12, 13 et 16 de la loi du 7 décembre 2016 ;*

*f) d’honoraires d’audit, visées à l’article 20 de la loi du 7 décembre 2016 ;*

*(conformément à l’art. 11, 2° de l’AR relatif à l’enregistrement des contrôleurs et entités d’audit de pays tiers dans le registre public des réviseurs d’entreprises).*

Oui [ ]  *(transmettre l’attestation délivrée par les autorités compétentes du pays tiers concernant le respect des conditions visées à l’article 11, 2° de l’AR relatif à l’enregistrement ou déclaration sur honneur de l’entité d’audit)*

Non [ ]

|  |
| --- |
| 1. **Contrôleurs de pays tiers**
 |

* 1. Veuillez indiquer le nom et le numéro d’enregistrement de **tous** les contrôleurs de pays tiers employés par l’entité d’audit de pays tiers ou qui sont en relation avec celle-ci en indiquant le type de relation et s’ils ont le pouvoir de signature. Veuillez aussi indiquer qui réalisera le contrôle du client visé au point 7 au nom du cabinet d’audit (en utilisant le *“Formulaire B-6 – Contrôleurs de pays tiers”*prévu à cet effet).
	2. Est-ce que **tous** les contrôleurs de pays tiers repris dans le *Formulaire B-6* ont des qualifications équivalentes à celles requises par l’article 5, § 1, 3° et 4° de la loi du 7 décembre 2016 et par les articles 28 et 29 de l’AR du 17 août 2018 relatif à l’accès à la profession de réviseur d’entreprises ? (voir aussi point 9.3).

Oui [ ]

Non [ ]

|  |
| --- |
| 1. **Rapport de transparance**
 |

* 1. Le demandeur a-t-il publié sur son site internet, lors des douze derniers mois, un rapport de transparence annuel fournissant des informations équivalentes à celles contenues dans les rapports que doivent préparer les cabinets d’audit belges conformément à l’article 23 de la loi du 7 décembre 2016 (voyez également l’article 40 de la directive) ?

Oui [ ]

Non [ ]

* 1. Veuillez indiquer le lien vers la partie du site internet contenant le rapport de transparence précité :
	2. Le demandeur s’engage-t-il à publier sur son site internet un rapport de transparence annuel fournissant des informations équivalentes à celles contenues dans les rapports que doivent préparer les cabinets d’audit belges conformément à l’article 23 de la loi du 7 décembre 2016 (voyez également l’article 40 de la directive), dans les trois mois suivant la fin de l’exercice comptable en cours et pour ce qui est de chaque exercice comptable à venir lorsqu’il sera enregistré en tant qu’entité d’audit de pays tiers?

Oui [ ]

Non [ ]

|  |
| --- |
| 1. **Choix linguistique pour la communication avec l’Institut**
 |

* 1. Veuillez indiquer votre choix linguistique pour toute communication avec l’Institut des Réviseurs d’Entreprises :

français [ ]  ou,

néerlandais [ ]

|  |
| --- |
| **Annexes** |

*Formulaire B-1 – Etablissements*

*Formulaire B-2 – Autres enregistrements hors de l’UE ou de l’EEE*

*Formulaire B-3 – Autres enregistrements dans l’UE ou l’EEE*

*Formulaire B-4 – Informations sur les clients*

*Formulaire B-5 – Organe d’administration et de direction*

*Formulaire B-6 – Contrôleurs de pays tiers*

Description de la structure juridique et d’organisation du réseau (point 2.3)

Liste des noms et coordonnées de tous les membres de ce réseau et de toutes les entreprises affiliées du demandeur (point 2.3)

Preuves d’enregistrement en tant qu’entité d’audit en dehors de l’UE (point 3.1)

Preuves d’enregistrement en tant qu’entité d’audit au sein de l’UE (point 4.1)

Description du système de contrôle de qualité interne (point 5.1)

Descriptions des résultats du contrôle de qualité externe (point 6.9)

Attestation délivrée par les autorités compétentes du pays tiers ou déclaration sur honneur de l’entité d’audit concernant le respect des conditions visées à l’article 11, 1° de l’AR du 27 novembre 2022 (point 9.2)

Attestation délivrée par les autorités compétentes du pays tiers ou déclaration sur honneur de l’entité d’audit concernant le respect des conditions visées à l’article 11, 2° de l’AR du 27 novembre 2022 (point 9.3)

|  |
| --- |
| **Signature** |

Ce formulaire doit être complété sous forme électronique pour (a) être envoyé par e-mail à reg@ibr-ire.be et (b) signé par un membre de l’organe d’administration ou de direction.

**J’atteste que les informations données dans ce formulaire sont complètes et sincères.**

Nom :

Prénom :

Fonction exercée :

Date :

Signature :